



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Marks & Spencer

300 millions de livres envolés lors d'une cyberattaque

La chaîne de distribution britannique Marks & Spencer a estimé mercredi à 300 millions de livres l'impact de la cyberattaque dont elle est victime depuis ...

• (Page 08)

C'est fait

L'UE adopte un 17ème paquet de sanctions contre la Russie

L'Union européenne a adopté mardi un 17e paquet de sanctions contre la Russie, a annoncé la cheffe de la ...

• (Page 08)



Euro-obligations

Ecobank réussit une émission de 125 millions \$

• (Pages 03)



Énergie solaire au Togo

• (Pages 04)

Quand le soleil devient un capital pour le développement

Groupe AFD

Evaluer pour éclairer le débat sur les investissements solidaires

Si les évaluations sont un élément essentiel pour permettre de juger de l'efficacité de l'action du groupe AFD, elles ...

• (Page 02)

« Togo Trade Portal »

Propulser les entreprises togolaises à l'international

Dans un contexte où la compétitivité économique repose de plus en plus sur l'accès fluide à l'information et à la simplification des ...

• (Pages 04)

Marché des titres de l'UEMOA

8 milliards \$ mobilisés au 30 avril 2025, en hausse de 96%

En 2025, les Etats membres de l'UEMOA intensifient leurs recours au marché des titres publics pour financer leurs économies. La Côte d'Ivoire se ...

• (Page 06)

Blitta / décentralisation

Des acteurs régionaux en formation sur les finances locales

Placée sous le thème « Finances locales : élaboration et exécution des documents budgétaires », cette formation est initiée par l'Agence nationale de formation ...

• (Page 11)

L'INTERNET ILLIMITÉ À PARTIR DE 0 FCFA*



ACTUELLEMENT, L'INSTALLATION DE LA FIBRE CANALBOX EST À 0 FCFA !

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg
Coût de l'appel : 20 FCFA.
*Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel

Groupe AFD

Evaluer pour éclairer le débat sur les investissements solidaires

Si les évaluations sont un élément essentiel pour permettre de juger de l'efficacité de l'action du groupe AFD, elles ont aussi pour fonction de faire émerger des apprentissages pouvant être utiles aux futurs projets. C'est ce à quoi s'attache le rapport des évaluations 2025 du Groupe, autour de trois thématiques : planète, santé et lien social.

● Wilson Lawson

L'évaluation est une fonction essentielle, pas uniquement pour juger a posteriori, mais aussi pour nous faire progresser tout au long du cycle de vie des projets, apprendre de nos succès comme de nos difficultés », explique Philippe Le Houérou, président du conseil d'administration de l'AFD. Des évaluations récentes font ressortir que l'approche consistant à combiner coopération technique, appuis financiers et dialogue de politiques publiques permet au groupe AFD d'accompagner efficacement les réformes engagées par les autorités des pays partenaires. C'est le cas dans le Caucase par exemple, où une collaboration entre la France et la Géorgie a vu le jour dans le domaine des retraites, de la santé et de la protection sociale. Elle a, par exemple, permis d'appuyer la mise en place de l'Agence des retraites géorgienne. Au cours des quatre années suivant sa création en 2018, celle-ci a pu collecter 1,2 milliard de dollars de cotisations auprès des travailleurs géorgiens. L'évaluation de cette collaboration note que l'assistance technique mobilisée par Expertise France a été appréciée pour sa capacité à conseiller sans se substituer aux autorités géorgiennes dans la prise de décision. Elle a également facilité la transposition de directives européennes au niveau national, rapprochant ainsi la Géorgie des normes de l'Union européenne. L'intérêt de l'accompagnement proposé par l'AFD ressort



aussi de l'évaluation de la coopération avec la Collectivité territoriale de Martinique (CTM). « Au-delà des financements, notre collaboration repose sur une véritable relation de confiance et de partenariat stratégique, témoigne Marc Mongis, directeur général des services par intérim de la CTM, et l'évaluation de notre coopération a marqué une nouvelle étape : elle nous a permis de structurer notre dialogue et notre collaboration, et d'aligner celle-ci avec les priorités du développement martiniquais. »

L'intérêt réciproque des échanges entre pairs

Plusieurs évaluations soulignent également l'intérêt de la mobilisation d'expertise, y compris française. En Mauritanie par exemple, le groupe AFD a travaillé avec l'École nationale supérieure des sciences de la santé (ENSSS) de Nouakchott dans le cadre du projet Temeyouz, en partenariat avec les CHU d'Angers et d'Amiens. Le cursus de formation de l'école a été revu et les experts mobilisés ont contribué à renforcer les capacités des sages-femmes mauritaniennes.

Le rôle décisif des

acteurs de terrain

Enfin, d'autres évaluations font ressortir l'importance d'agir en partenariat avec des acteurs présents sur le terrain, qui connaissent bien les contextes d'intervention et qui sont en mesure d'intervenir efficacement. Cela a été le cas dans le cadre de l'initiative Santé en commun, l'une des réponses majeures du groupe AFD à la crise du Covid-19 en Afrique : son évaluation conclut qu'avoir mobilisé des partenaires de longue date ou déjà actifs sur le terrain a été décisif. À Madagascar, l'AFD a par exemple pu retravailler avec Action contre la faim, avec qui elle avait déjà travaillé en 2017 pour lutter contre l'épidémie de peste. Certaines évaluations soulignent la nécessité d'accompagner ces acteurs de terrain pour leur permettre d'être plus efficaces. L'évaluation à mi-parcours du Fonds genre Sahel rappelle que les organisations de la société civile engagées pour l'égalité femmes-hommes font face à des défis, malgré leur dynamisme. Le fonds les aide à se renforcer au niveau organisationnel, administratif et financier, et le travail se poursuit aujourd'hui pour leur permettre de mener à bien les 12 initiatives pilotes sélectionnées.

AUX DECIDEURS ...

De la finance sur mesure...

Avec le lancement de COFIPRIVILÈGE, COFINA TOGO ouvre une nouvelle page dans le paysage financier national. En proposant une offre patrimoniale haut de gamme, alliant rendement garanti, sécurité et services exclusifs, la filiale togolaise du Groupe COFINA démontre qu'il est possible de concilier sophistication financière et inclusion qualitative.

Cette initiative arrive à point nommé. Alors que l'économie togolaise, à l'instar de nombreuses autres en Afrique de l'Ouest, fait face à des défis de financement endogène pour ses PME et ses infrastructures, le produit COFIPRIVILÈGE jette un pont solide entre épargne et crédit. En transformant l'épargne privée en levier d'investissement via le nantissement automatique, COFINA TOGO redonne au capital personnel une utilité stratégique. Le crédit devient plus fluide, moins bureaucratique, adossé à des actifs déjà détenus par le client. Voilà une révolution silencieuse mais puissante.

Le ticket d'entrée à 15 millions FCFA, sans plafond, n'est certes pas à la portée de tous, mais il cible une frange de la population : entrepreneurs prospères, cadres supérieurs, investisseurs en quête d'optimisation patrimoniale. Cette classe montante, souvent sous-servie par la banque traditionnelle, trouve ici un produit qui parle son langage : rendement net à 5 %, conseil personnalisé, conciergerie, couverture santé internationale, et accès facilité au crédit.

COFINA ne se contente pas de vendre un placement ; elle vend une expérience, un écosystème. Et c'est là que réside la modernité de l'approche. À l'heure où la clientèle premium attend bien plus que des taux d'intérêt, COFIPRIVILÈGE s'appuie sur un modèle hybride de banque privée, mêlant digital, proximité, et services à valeur ajoutée. Le caractère transfrontalier de l'offre, accessible dans les neuf pays d'implantation de COFINA, renforce cette attractivité, dans un monde de plus en plus mobile et interconnecté.

Sur le plan macroéconomique, ce type d'initiative pourrait jouer un rôle catalyseur pour dynamiser le taux d'épargne intérieure, historiquement faible dans la zone UEMOA. En captant les ressources financières dormantes et en les réorientant vers l'investissement productif, des offres comme COFIPRIVILÈGE participent à renforcer la résilience financière locale. Une tâche autrefois réservée à l'État, que la finance privée commence désormais à endosser avec efficacité.

Enfin, COFIPRIVILÈGE incarne un changement de paradigme : celui d'un secteur bancaire qui ne se contente plus de gérer les flux, mais qui anticipe, innove et bâtit des solutions à la hauteur des ambitions de ses clients. Un pari audacieux, mais indispensable, si l'on veut voir émerger une économie africaine moins dépendante de l'extérieur, plus ancrée sur ses propres forces.

À l'heure de la transformation économique du continent, ce type d'offre premium pourrait bien devenir un moteur discret mais décisif de la souveraineté financière.

M.T

Image du jour



● 19-20 mai, deux jours d'engagement pour structurer, célébrer et renforcer la filière miel au Togo.

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

● Source : tresor.economie.gouv.fr

Euro-obligations

Ecobank réussit une émission de 125 millions \$

Ecobank Transnational Incorporated (ETI) confirme son attractivité sur les marchés financiers mondiaux avec la clôture avec succès d'une émission complémentaire d'euro-obligations de 125 millions de dollars US. Cette opération, qui s'est soldée par un rendement en baisse à 9,375 %, traduit une forte confiance des investisseurs dans la solidité et la stratégie du groupe panafricain.

• Joël Yanclo

Ecobank Transnational Incorporated annonce le 19 mai 2025, le succès de son émission complémentaire d'obligations à 10,125 %, échéant en octobre 2029. D'un montant additionnel de 125 millions de dollars US, cette nouvelle tranche s'ajoute aux 400 millions USD émis en octobre 2024, portant le total de la série à 525 millions USD. L'opération s'est distinguée par un rendement effectif de 9,375 %, contre 10,375 % lors de la première émission, traduisant une baisse significative de 100 points de base. Cette amélioration témoigne d'un regain de confiance des investisseurs envers la performance financière et les perspectives de croissance du groupe Ecobank. Le carnet d'ordres a révélé un intérêt marqué, avec un taux de souscription de plus du double de l'offre, attirant des gestionnaires d'actifs, des banques et des institutions de financement du développement provenant d'Afrique, d'Europe, des États-Unis, d'Asie et du Moyen-Orient.

**Confiance renouvelée des investisseurs**

Ce succès sur les marchés internationaux est perçu comme une reconnaissance des efforts continus d'Ecobank pour consolider sa stratégie de Croissance, Transformation et Rendement (GTR). Le PDG du groupe, Jeremy Awori, a salué la confiance renouvelée des investisseurs, y voyant un levier pour renforcer la flexibilité financière et la visibilité d'Ecobank sur la scène mondiale. Sur le plan financier, cette opération permet à Ecobank de diversifier ses sources de financement et d'allonger la maturité moyenne de sa dette, répondant ainsi aux standards des meilleures pratiques en matière de gestion proactive de bilan. Ayo Adepoju, Directeur Financier du Groupe, a

souligné l'importance de cette dynamique dans la mise en œuvre des objectifs stratégiques du groupe. Les institutions partenaires — parmi lesquelles Absa, Africa Finance Corporation, Afreximbank, Mashreq, et Standard Chartered Bank — ont joué un rôle clé dans cette transaction, démontrant la capacité du groupe à fédérer autour de ses ambitions des acteurs financiers de premier plan.

Diversification des sources de financement

Dans un environnement où l'accès au crédit devient plus restrictif pour les pays et institutions africains, la capacité d'Ecobank à lever des capitaux sur les marchés internationaux est un facteur différenciant. L'émission permet d'allonger la matu-

rité moyenne de sa dette (jusqu'à 2029), réduisant ainsi la pression de remboursement à court terme et contribuant à une meilleure gestion du risque de liquidité. Le succès de cette émission pourrait avoir un effet catalyseur pour d'autres institutions financières africaines souhaitant accéder aux marchés de capitaux. Il démontre qu'en dépit de la perception de risque pays élevée dans certains États africains, des émetteurs crédibles dotés d'une gouvernance solide peuvent mobiliser des capitaux à des

conditions de plus en plus compétitives. Le rendement de 9,375 % reste élevé comparativement aux standards des économies développées, mais il est cohérent avec le niveau de risque perçu pour des obligations de type "High Yield" africaines. La capacité d'Ecobank à attirer les investisseurs à ce taux, tout en augmentant le montant levé, indique une prime de risque maîtrisée dans un contexte où les investisseurs deviennent plus sélectifs.

Premier groupe ban-**caire privé panafricain**

Présent dans 35 pays d'Afrique subsaharienne et avec une implantation stratégique en France, au Royaume-Uni, aux Émirats arabes unis et en Chine, Ecobank s'impose comme le premier groupe bancaire privé panafricain. Avec plus de 15 000 collaborateurs et une clientèle de 32 millions de personnes, le groupe capitalise sur sa plateforme panafricaine pour offrir des solutions financières innovantes et inclusives, dans les domaines de la banque de détail, commerciale, et d'investissement. Cette opération obligataire vient conforter la position d'Ecobank comme acteur de référence du financement en Afrique, capable de mobiliser les marchés internationaux au service du développement du continent.

**Le Togo en chiffres**

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

9,1 M

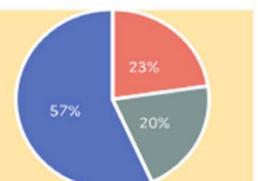
PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022

(CNUCED)

■ Agriculture ■ Industrie ■ Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Énergie solaire au Togo

Quand le soleil devient un capital pour le développement

Dans le village de Batonou, au sud du Togo, la lumière ne vient plus de lampes torches bricolées mais de panneaux solaires. Grâce au projet PRAVOST, financé par la Banque africaine de développement et ses partenaires, des centres de santé et des exploitations agricoles découvrent les bienfaits d'une électrification propre, durable et transformatrice.

● Joël Yanclo

Dans une publication sur son portail web, la Banque africaine de développement relate une scène à Batonou, petit village togolais situé le long de la rivière Mono. Dans le centre de santé local, Victorine Massegbe Ablavi, infirmière et responsable de l'unité de soins périphérique, pratique un accouchement dans une pièce désormais baignée de lumière. Il y a peu, elle travaillait dans l'obscurité, une torche entre les dents, mettant en danger sa vie et celle de ses patients. Aujourd'hui, tout a changé. L'installation de six panneaux solaires fournit de l'électricité au centre : l'éclairage est constant, les vaccins sont réfrigérés, les soins sécurisés. « Aujourd'hui, ça ne peut plus arriver », dit-elle en évoquant la mort d'une patiente, faute de lumière suffisante. Cette transformation est l'œuvre du Projet d'appui au volet social du programme CIZO d'électrification rurale (PRAVOST). Financé par la Banque africaine de développement, l'Union européenne et le gouvernement togolais, il cible les zones rurales isolées avec des solutions solaires hors réseau. Le centre de Batonou fait partie des 314 structures sanitaires déjà électrifiées, dont 122 équipées en chauffe-eau solaires. Mais l'impact va bien au-delà de la santé. À Bas-Mono, Dieudonné Samati



● « Aujourd'hui, aucune tragédie due à l'obscurité ne peut survenir au centre de santé de Batonou », Victorine, infirmière.

Mawuèma, agriculteur, a lui aussi vu sa vie transformée par une pompe solaire immergée. L'eau est désormais disponible, gratuite, abondante. Son rendement a bondi de 50 %, sa surface cultivée aussi. « Je n'ai plus de factures à payer, plus de carburant à acheter », témoigne-t-il. Mieux, il embauche, redistribue autour de lui et participe à la vitalité économique locale. Ces exemples concrets illustrent un changement de paradigme : l'énergie solaire n'est plus une option marginale, elle devient un levier de développement multisectoriel. En valorisant une ressource naturelle abondante – le soleil – le projet PRAVOST mobilise un capital africain souvent négligé. Il permet de convertir un capital naturel en capital productif (électricité pour la santé, l'agriculture, l'éducation) ; de renforcer le capital humain, en offrant de meilleures conditions de travail et de vie ; de créer un effet multiplicateur, avec des retombées économiques, sociales et sanitaires immédiats. Le succès de PRAVOST confirme également que les

projets solaires peuvent être viables, scalables et économiquement justifiés, à condition qu'ils soient accompagnés de stratégies de maintenance et de formation durable, comme l'a souligné Amy Nabilou, ingénieure à l'AT2ER.

New Deal pour l'énergie en Afrique

Le Togo est ainsi en phase avec le "New Deal pour l'énergie en Afrique" initié par la Banque africaine de développement en 2015. Ce plan stratégique a permis d'installer près de 12 GW de capacités, de construire 10 000 km de lignes de transmission et de connecter plus d'un million de foyers. Avec l'initiative « Mission 300 », lancée en 2024 avec la Banque mondiale, l'objectif est désormais d'électrifier 300 millions d'Africains d'ici 2030. Le programme « Desert to Power », quant à lui, ambitionne de créer la plus grande zone de production solaire au monde dans le Sahel, pour alimenter 250 millions de personnes. Dans ce grand mouvement, le Togo fait figure de laboratoire à ciel ouvert. En transformant une source d'énergie gratuite et illimitée en moteur de développement, il démontre qu'un avenir énergétique propre, inclusif et durable est possible. Et que le soleil, bien plus qu'un climat, est une richesse à exploiter – pour éclairer, irriguer, soigner et prospérer.



● En fournissant l'énergie grâce aux technologies solaires, le projet soutenu par la Banque africaine de développement au Togo facilite un meilleur fonctionnement des centres de santé, améliore les conditions des ménages et des micro-entreprises.



● À la Ferme Dieudonné, Samati Mawuèma débute ses journées en nourrissant ses volailles et ses porcs, avant de passer à la culture du maïs, des oignons et des papayes solos.

« Togo Trade Portal »

Propulser les entreprises togolaises à l'international

Dans un contexte où la compétitivité économique repose de plus en plus sur l'accès fluide à l'information et à la simplification des procédures, le Togo franchit une nouvelle étape avec le lancement du «Togo Trade Portal», une plateforme numérique au service des opérateurs économiques.

Officiellement lancé le mardi 20 mai 2025 par le ministère du Commerce, ce portail s'impose comme un guichet unique en ligne destiné à centraliser toutes les informations relatives aux procédures d'importation, d'exportation et de transit. Plus qu'un simple outil informatif, il se positionne comme un véritable levier stratégique pour favoriser l'intégration des entreprises togolaises dans les chaînes de valeur régionales et internationales. Pendant une semaine, une campagne de for-

mation et de sensibilisation est menée à travers le pays pour rencontrer les acteurs économiques, à commencer par les exportateurs de la filière soja, avec les fonctionnalités du portail. Ces derniers ont pu découvrir en détail comment accéder aux données mises à jour sur la réglementation, les documents exigés, les frais applicables, ainsi que les délais et étapes liés aux opérations commerciales. Ce projet s'inscrit dans l'initiative accès aux marchés interna-

tionaux (AMI) Commerce Togo, qui vise à renforcer la transparence, améliorer l'efficacité des échanges et accompagner les entreprises locales vers une meilleure compétitivité. A terme, le Togo Trade Portal pourrait bien devenir un pilier central de la stratégie commerciale du pays, en stimulant l'esprit d'entreprise, en particulier les barrières administratives, et en ouvrant de nouvelles perspectives aux exportateurs togolais.

Hélène Martelot

Cybersécurité

Le modèle togolais partagé à Genève

Le Togo, représenté par Cyber Defense Africa (CDA), a participé les 13 et 14 mai à Genève (Suisse), à la 2^e édition de la Conférence mondiale sur le renforcement des capacités en cybersécurité.

L'événement, porté par plusieurs institutions internationales, s'inscrivait dans le prolongement des assises d'Accra, organisé il y a deux ans. Intervenant sur deux panels stratégiques consacrés aux partenariats public-privé et la construction des cyber capacités, le Togo a partagé son approche, caractérisée depuis 2019 par une collaboration structurante entre l'Etat et le spécialiste mondial Assec, une institutionnalisation de la cybersécurité avec la création d'une agence nationale (ANCy), et une dynamique d'ouverture, avec l'organisation du tout premier sommet continental sur la question. «Le Togo ne se contente pas de participer à la conversation globale sur la cybersécurité. Il

y contribue avec méthode», a affirmé le directeur général de CDA, Simon Melchior lors des échanges. Pour rappel, selon les indicateurs du Global Cybersecurity Index (GCI) de l'Union internationale des télécommuni-

cations (UIT), le Togo est le pays ayant enregistré la plus forte progression mondiale entre 2018 et 2024, en ce qui concerne l'engagement des nations en matière de cybersécurité.

(Togo Officiel)



Formation

Le Collège militaire Eyadema recrute

Le Collège militaire Eyadema (CME) s'appête à accueillir de nouveaux élèves dans le cadre de la rentrée scolaire 2025-2026. Le ministère des Armées vient de lancer un concours de recrutement dans ce sens.

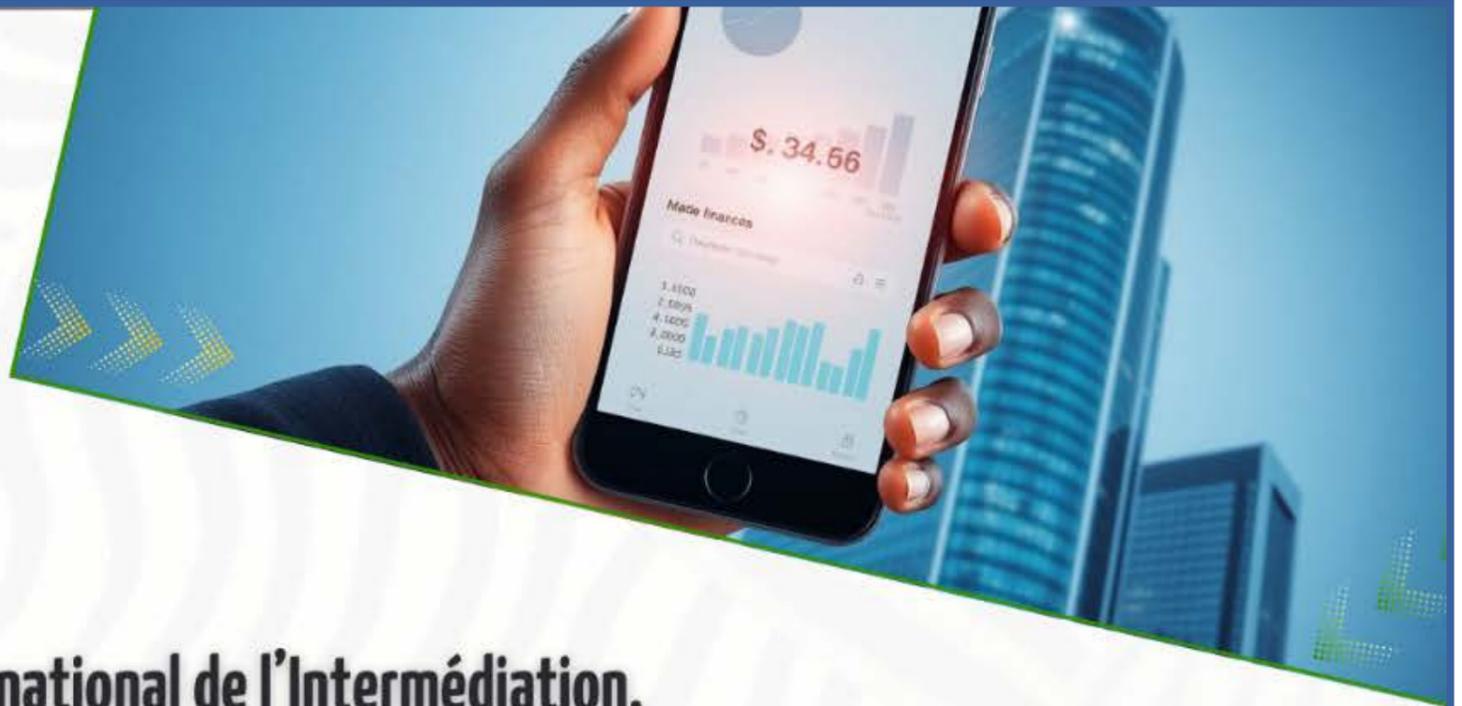
Celui-ci, prévu le mardi 15 juillet prochain, se déroulera à Lomé, Tsévié, Témédja, Sokodé, Kara et Dapaong. Il est destiné aux « enfants de troupe de sexe masculin pour les classes de sixième (6ème) et de seconde (A, S, F2, F3) ». Pour la classe de 6ème, les candidats doivent être âgés de 11 à 13 ans et avoir obtenu le CEPD avec au moins 112 points. Quant aux classes de seconde, les candidats doivent être âgés de 16 ans au plus, avoir obtenu le BEPC avec une moyenne de 16/20 et n'avoir jamais été exclus du Collège militaire

Eyadema. Les dossiers de candidature, dont la composition est à retrouver sur le portail électronique du ministère des Armées, sont à déposer à partir de ce lundi 19 mai jusqu'au vendredi 20 juin 2025 au secrétariat

de la division formation de l'État-major général des FAT à Agoè-Nyivé pour les candidats de Lomé, et dans les brigades de gendarmerie des chefs-lieux des régions pour ceux de l'intérieur du pays.

(Togo Officiel)





Forum International de l'Intermédiation, du Numérique et de l'Innovation

FONi 2025

4e édition

THEME CENTRAL

Financement du secteur privé & Digitalisation des services financiers et publics pour
une croissance durable en Afrique

 22 - 23 mai 2025

 Hôtel Sofitel, Cotonou, Bénin

INFORMATIONS

-  +229 01 44 05 00 00
-  +228 93 03 36 36
-  inscriptions@foni.africa
-  www.foni.africa



Marché des titres de l'UEMOA

8 milliards \$ mobilisés au 30 avril 2025, en hausse de 96%

En 2025, les Etats membres de l'UEMOA intensifient leurs recours au marché des titres publics pour financer leurs économies. La Côte d'Ivoire se distingue à nouveau comme le principal émetteur.

Les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ont collectivement mobilisé 4751,95 milliards FCFA (8,14 milliards \$) au 30 avril 2025, marquant une hausse remarquable de 96% par rapport à la même période de l'année dernière, selon les données de UMOA-titres. Cette dynamique est principalement tirée par les obligations assimilables du Trésor (OAT), instruments de moyen et long termes, qui ont bondi de 172,86% (pour atteindre 2122,07 milliards FCFA), malgré un volume absolu inférieur à celui des bons assimilables du Trésor (BAT). Bien que représentant 2629,88 milliards FCFA, ceux-ci n'ont progressé que de 59,77%. Cela met en lumière une volonté accrue des Etats membres de l'Union de privilégier des financements de long terme pour soutenir leurs économies. Parallèlement, le montant total rem-



boursé sur le marché primaire des titres publics dans la zone au 30 avril 2025 s'élève à 2493,07 milliards FCFA, enregistrant une augmentation notable de 225,76% par rapport à la même période en 2024, d'après la même source. Cette performance témoigne de la gestion proactive de la dette publique par les Etats. Cependant, l'encours de la dette au 30 avril 2025 se chiffre à 19 343,7 milliards FCFA, en hausse de 4,94%. La Côte d'Ivoire, qui se distingue comme le principal émetteur, cumule un encours total de 5992,97 milliards FCFA, dont 4761,46

milliards FCFA en obligations et 1231,51 milliards FCFA en bons du Trésor. Le Sénégal et le Burkina Faso suivent de près, avec respectivement 3374,42 milliards et 2433,81 milliards FCFA d'encours. Ces trois pays concentrent à eux seuls plus de 70% du marché, reflétant leur poids économique dans la région. Suit le Mali, (2339,17 milliards FCFA), le Togo (2017,96 milliards FCFA), le Niger (1605,30 milliards FCFA), le Bénin (1124,77 milliards FCFA) et la Guinée-Bissau (455,37 milliards FCFA).

Avec Agence Ecofin

Coûts du spectre en hausse

La GSMA alerte sur un frein à la connectivité mondiale

La GSMA a publié son rapport mondial sur les prix du spectre, lançant un appel pressant aux gouvernements pour qu'ils réduisent les coûts d'attribution des fréquences mobiles. Selon l'organisation, ces coûts élevés freinent les investissements dans les infrastructures critiques, menaçant ainsi l'expansion des réseaux 4G et 5G et, par conséquent, le développement économique numérique mondial.

Le rapport révèle que les coûts cumulés du spectre représentent désormais 7% des revenus des opérateurs, soit une augmentation de 63% au cours de la dernière décennie. Cette hausse survient alors que les revenus générés par mégahertz ont chuté de 60% depuis 2014. Bien que le prix moyen par MHz ait diminué jusqu'à 75% dans certaines bandes, les opérateurs ont accru leurs acquisitions de spectre de 80% pour répondre à la demande croissante en bande passante, augmentant ainsi les coûts totaux. Parallèlement, les consommateurs ont bénéficié d'une baisse significative des prix des données, le coût d'un gigaoctet ayant chuté de 96% entre 2014 et 2024. Cependant, cette réduction des revenus, combinée à des coûts d'acquisition de spectre proportionnellement élevés, limite la capacité des opérateurs à investir dans l'expansion et l'amélioration des réseaux mobiles, en particulier pour les technologies 4G et 5G. Vivek Badrinath, Directeur Général de la GSMA, souligne que « l'industrie



mobile est au cœur de l'économie numérique, permettant des services et des opportunités qui transforment les vies. Mais un dollar ne peut être dépensé qu'une seule fois, et des coûts de spectre élevés peuvent étouffer les investissements à un moment où le besoin de connectivité abordable et fiable n'a jamais été aussi grand ». Le rapport met en évidence que des politiques publiques, telles que la fixation de prix de réserve artificiellement élevés, la création de raretés artificielles et l'imposition d'obligations de licence contraignantes, ont souvent contribué à l'inflation des coûts du spectre. Dans certains pays, ces coûts peuvent atteindre jusqu'à 25% des revenus des opérateurs. Les

coûts élevés du spectre ont des conséquences directes sur la couverture réseau et la vitesse mobile, impactant les consommateurs et ralentissant le développement des économies numériques, notamment en Afrique subsaharienne. La GSMA appelle à une révision des politiques de tarification du spectre, alignée sur les réalités du marché, pour favoriser la croissance numérique à long terme. Avec près de 1 000 licences de spectre devant expirer dans le monde d'ici 2030, les renouvellements à venir offrent une opportunité critique de réinitialiser les politiques de tarification pour stimuler les investissements dans la prochaine génération de réseaux mobiles.

Avec afriqueitnews.com

Droits de douane

Akinwumi Adesina appelle à un engagement mondial stratégique

Alors que les États-Unis imposent des droits de douane plus élevés avec des répercussions mondiales, le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, a averti que ces mesures pourraient déclencher d'importantes perturbations économiques en Afrique, affectant de nombreux pays et accélérant un changement stratégique dans les partenariats mondiaux.

● Vivien Atakpabem

Dans une interview exclusive accordée à Christiane Amanpour sur la chaîne CNN, M. Adesina a indiqué que 47 des 54 pays africains seraient directement touchés par la nouvelle politique commerciale américaine, avec une baisse potentielle des recettes d'exportation et des réserves de change. « Lorsque ces devises s'affaibliront, deux choses se produiront : premièrement, vous constaterez que la plupart de ces pays sont dépendants des importations. Ils seront donc confrontés à une inflation élevée », a déclaré M. Adesina. « Deuxièmement, vous constaterez que le coût du service d'une grande partie de leur dette, qui est une dette en devises étrangères, mais libellée en monnaie locale, s'alourdira. » Presque tous les pays africains ont été touchés par les augmentations de droits de douane annoncées par l'administration Trump, et au moins 22 pays sont confrontés à une hausse pouvant aller jusqu'à 50% sur la quasi-totalité de leurs produits. Parmi les pays les plus durement touchés figurent le Lesotho, Madagascar, Maurice, le Botswana, l'Angola, l'Algérie et l'Afrique du Sud. L'impact de cette hausse des droits de douane est exacerbé par les coupes importantes dans les programmes de l'USAID, qui ont déjà commencé à affecter l'accès aux fournitures médicales essentielles et aux services humanitaires dans de nombreux pays, soulavant de sérieuses inquiétudes quant à l'avenir des relations entre les États-Unis et les



pays d'Afrique.

Réponse stratégique de l'Afrique

Malgré ces défis, M. Adesina a souligné que l'Afrique ne pouvait pas se permettre une confrontation commerciale avec les États-Unis, notant que le continent ne représentait que 1,2% (environ 34 milliards de dollars) du commerce mondial des États-Unis, avec un excédent commercial de seulement 7,2 milliards de dollars. À la place, il a proposé une stratégie pragmatique en trois points pour le continent : engager avec les États-Unis des négociations commerciales flexibles et constructives ; diversifier les marchés d'exportation afin de réduire la dépendance vis-à-vis d'un seul partenaire ; et accélérer la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) afin de libérer le potentiel d'un marché de 3 400 milliards de dollars. M. Adesina a souligné la nécessité d'élargir le marché intérieur africain et de stimuler l'épargne nationale afin de développer la consommation et d'augmenter sa part dans le PIB, tirant parti de la croissance démographique massive du continent.

Au-delà de l'aide : promouvoir l'autonomie de l'Afrique

M. Adesina, qui achève, en septembre prochain, son second mandat à la tête de la Banque, a fermement rejeté le paradigme traditionnel de la dépendance à l'aide étrangère. « L'époque de l'aide telle que nous l'avons connue est révolue », a-t-il assuré, appelant plutôt à des investissements audacieux dans la mobilisation des ressources nationales, les infrastructures et l'industrialisation à valeur ajoutée. Selon lui, l'aide doit être transformée en financement concessionnel afin de permettre aux institutions financières multilatérales, telles que la Banque africaine de développement, de faire plus pour le continent en mobilisant davantage de capitaux privés pour développer et dérisquer des projets. M. Adesina a mentionné l'impact considérable du Fonds africain de développement, le guichet concessionnel du Groupe de la Banque, qui permet de mobiliser des capitaux pour aider 37 pays à faible revenu à répondre à des besoins critiques et transversaux en matière de développement, notamment le changement climatique, le genre, la jeunesse, la fragilité et la gouvernance. « Chaque dollar (du Fonds africain de développement) permet de lever dix dollars, et c'est ainsi qu'il faut investir, c'est ainsi qu'on obtient un impact durable », a-t-il insisté.

Starlink

Des vitesses de téléchargement supérieures à 100 Mbps en Afrique

Au premier trimestre 2025, Starlink, le service Internet par satellite de SpaceX, a surpassé les fournisseurs d'accès Internet (FAI) terrestres en Afrique subsaharienne en termes de vitesse de téléchargement.

Selon les données de Speedtest Intelligence d'Ookla, les utilisateurs de Starlink dans des pays tels que le Botswana, l'Eswatini et le Rwanda ont enregistré des vitesses médianes de téléchargement supérieures à 75 Mbps, atteignant même 106,36 Mbps au Botswana. En revanche, des pays comme le Nigeria,

le Zimbabwe, le Soudan du Sud, le Kenya et Madagascar ont affiché des vitesses inférieures à 50 Mbps, probablement en raison de contraintes de capacité limitant les nouvelles inscriptions. Néanmoins, ces vitesses restent plus de deux fois supérieures à celles des réseaux terrestres dans la plupart des pays durant la même période.

Concernant les vitesses de téléversement, le Kenya se distingue avec une vitesse proche de 15 Mbps, suivi du Ghana et du Rwanda, tous deux dépassant les 13 Mbps.

Avec afriqueitnews.com



mercredi 21 mai 2025

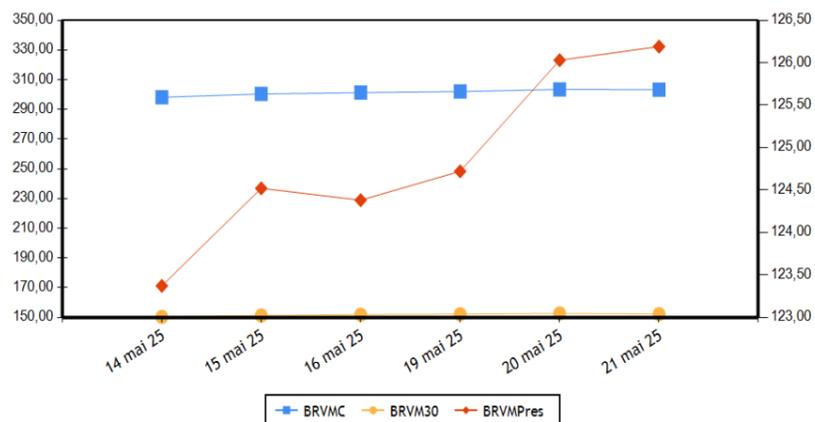
N° 96

BRVM COMPOSITE	303,31
Variation Jour	-0,03 % ↓
Variation annuelle	9,89 % ↑

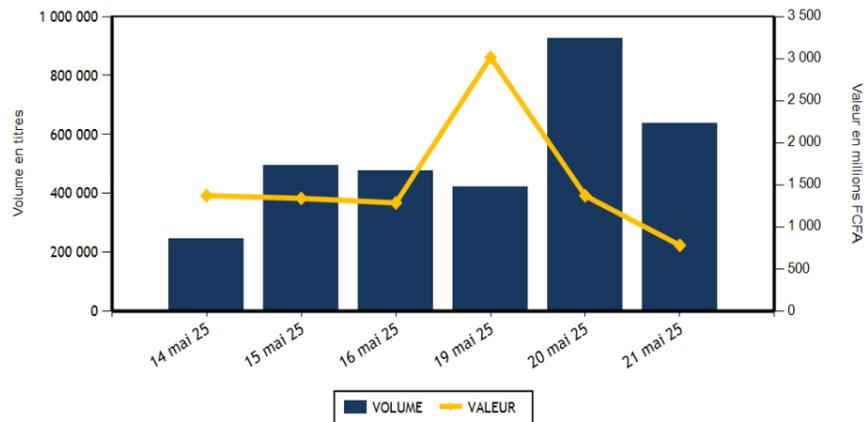
BRVM 30	152,15
Variation Jour	-0,31 % ↓
Variation annuelle	9,67 % ↑

BRVM PRESTIGE	126,19
Variation Jour	0,13 % ↑
Variation annuelle	9,88 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	11 696 476 955 175	-0,03 %
Volume échangé (Actions & Droits)	628 083	-32,03 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	702 411 245	-48,63 %
Nombre de titres transigés	46	2,22 %
Nombre de titres en hausse	15	-6,25 %
Nombre de titres en baisse	23	27,78 %
Nombre de titres inchangés	8	-27,27 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 544 373 667 236	-0,04 %
Volume échangé	8 260	1 777,27 %
Valeur transigée (FCFA)	79 841 046	1 740,09 %
Nombre de titres transigés	10	100,00 %
Nombre de titres en hausse	4	
Nombre de titres en baisse	1	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	5	66,67 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	17 200	7,50 %	32,82 %
BICI CI (BICC)	15 770	7,50 %	12,64 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	2 585	7,48 %	3,40 %
SODE CI (SDCC)	6 250	6,56 %	9,94 %
SETAO CI (STAC)	600	6,19 %	33,33 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	15	-6,25 %	-6,25 %
UNIWAX CI (UNXC)	505	-5,61 %	23,17 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	520	-5,45 %	4,00 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 525	-4,09 %	-19,74 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	4 720	-3,77 %	32,77 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	126,19	0,13 %	9,88 %	29 541	305 674 540	9,86
BRVM-PRINCIPAL	38	168,44	-0,43 %	21,96 %	598 542	396 736 705	14,41

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	176,78	1,64 %	50,63 %	38 756	177 783 030	23,21
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	759,01	0,35 %	-0,65 %	12 878	208 645 130	10,67
BRVM - FINANCES	16	117,88	-0,94 %	15,85 %	527 966	190 278 035	7,99
BRVM - TRANSPORT	2	354,83	-2,62 %	7,99 %	5 535	8 136 000	4,49
BRVM - AGRICULTURE	5	282,34	-1,14 %	43,27 %	17 798	74 938 075	9,38
BRVM - DISTRIBUTION	7	356,89	1,64 %	6,45 %	23 700	37 262 125	34,66
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	670,21	0,46 %	3,19 %	1 450	5 368 850	22,58

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	99,17	0,33 %	-0,83 %	11 243	203 787 455	10,58
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	105,73	0,24 %	5,73 %	24 052	21 375 760	50,32
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	115,85	-0,95 %	15,85 %	527 966	190 278 035	7,99
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	152,62	0,93 %	52,62 %	23 640	169 967 655	20,30
BRVM - INDUSTRIELS	7	129,71	-1,02 %	29,71 %	26 458	78 968 775	10,11
BRVM - ENERGIE	4	103,71	1,98 %	3,71 %	13 089	33 175 890	13,25
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	104,69	0,67 %	4,69 %	1 635	4 857 675	8,69

Marks & Spencer

300 millions de livres envolés lors d'une cyberattaque

La marque britannique a estimé ce mercredi l'impact massif de la cyberattaque dont elle est victime depuis plusieurs semaines.

La chaîne de distribution britannique Marks & Spencer a estimé mercredi à 300 millions de livres l'impact de la cyberattaque dont elle est victime depuis plusieurs semaines, lors de la présentation de ses résultats. «Notre estimation actuelle avant mesures d'atténuation prévoit un impact d'environ 300 millions de livres sur le résultat d'opérationnel du groupe pour l'exercice 2025/26, qui sera réduit grâce à une gestion rigoureuse des coûts, aux assurances et à d'autres actions commerciales», écrit l'entreprise dans un communiqué. Les perturbations liées à l'attaque, qui ont notamment contraint l'entreprise à suspendre ses ventes en ligne ou le paiement sans contact, se poursuivront jusqu'en juillet, anticipe M&S. «Les ventes alimentaires ont été affectées par une disponibilité réduite des produits, bien que la situation s'améliore» et «dans les secteurs de la mode, de la maison et de la beauté, les ventes en ligne et le résultat opérationnel ont été fortement touchés» par la suspension temporaire des



achats sur internet, ajoute l'entreprise.

Données personnelles de clients dérobées

«Nous nous concentrons désormais sur la reprise, visant à restaurer nos systèmes, nos opérations et notre offre client au cours du premier semestre», ajoute-t-elle. L'enseigne avait révélé mi-mai que certaines données personnelles de ses clients avaient été dérobées dans le cadre de cette cyberattaque, qui a débuté mi-avril, mais pas les détails de paiement ou les mots de passe des comptes. Outre M&S, l'enseigne Co-op a également été victime d'une attaque du même genre, tout comme le prestigieux grand magasin

londonien Harrods, contraint de restreindre l'accès à Internet de ses sites au début du mois. M&S a par ailleurs présenté sur l'année un résultat net en baisse de près d'un tiers, à 295,7 millions de livres, contre 431,2 millions l'an passé. Celui-ci ne tient pas compte de l'impact de la cyberattaque. Le bénéfice opérationnel a atteint 984,5 millions de livres. «Cet incident n'est qu'un accident de parcours, dont nous sortirons en meilleure forme», a estimé Stuart Machin, directeur général de M&S, qui compte maintenir sa stratégie et ses plans à long terme. L'action du groupe était en baisse d'environ 2,6% mercredi peu après l'ouverture à la Bourse de Londres.

Avec lematin.ch

Bruxelles

L'Europe réduit fortement ses prévisions de croissance

L'impact des taxes douanières de Donald Trump a été intégré. L'évolution du PIB en 2025 serait la même que l'an dernier.

La Commission européenne a nettement abaissé lundi ses prévisions de croissance pour cette année et la suivante dans la zone euro, en intégrant l'impact des taxes douanières de Donald Trump sur sa santé économique déjà fragile. L'exécutif bruxellois table désormais sur une progression du produit intérieur brut (PIB) de seulement 0,9% en 2025 et de 1,4% en 2026 pour les 20 pays partageant la monnaie unique. La Commission restait depuis novembre sur un pronostic de +1,3% en 2025 et +1,6% en 2026, unanimement jugé trop optimiste depuis les fortes hausses de droits de douane annoncées par le nouveau locataire de la Maison-Blanche.

«Rythme modéré»

L'économie européenne «fait preuve de résilience dans un contexte de fortes tensions commerciales», a tenté de positiver le commissaire à l'Economie, Valdis Dombrovskis. «Soutenue par un marché du travail robuste et des salaires en hausse, la croissance devrait se pour-



• Le projet de «bazooka» d'investissements du nouveau chancelier allemand Friedrich Merz, pour moderniser les infrastructures de la première économie européenne et renforcer son armée, devrait apporter un soutien décisif à la croissance de l'UE à partir du deuxième semestre. AFP

suivre en 2025, bien qu'à un rythme modéré», a-t-il mis en avant. Si le scénario de Bruxelles se réalise, l'évolution du PIB en 2025 serait la même que l'an dernier, après une croissance de 0,4% en 2023. Des performances faibles et surtout bien inférieures, depuis des années, à celles des États-Unis ou de la Chine. L'Europe reste enlisée dans une quasi-stagnation depuis fin 2022, à cause de la hausse des coûts de l'énergie consécutive à l'invasion de l'Ukraine par la Russie qui pénalise son

industrie. Elle est à la traîne dans les technologies numériques. L'Allemagne, bastion industriel et première économie européenne, est la plus touchée.

«Défis conjoncturels et structurels»

L'Europe ne peut mettre toutes ses difficultés sur le dos des crises successives: pandémie de Covid en 2020, invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, tensions commerciales avec Donald Trump en 2025. «On se bat à la fois avec des défis conjoncturels et des défis structurels», souligne Charlotte de Montpellier, économiste pour la banque ING, évoquant «une situation assez morose depuis plusieurs années». L'Europe subit un décrochage face aux États-Unis et doit se réformer radicalement si elle veut éviter «une lente agonie», avait averti l'ancien président de la BCE, Mario Draghi, dans un rapport publié en septembre. Il a plaidé pour des investissements massifs dans l'innovation numérique, la transition verte et les industries de défense. Message entendu.

(AFP)

C'est fait

L'UE adopte un 17ème paquet de sanctions contre la Russie

«D'autres sanctions (...) sont en préparation», précise la cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas.

L'Union européenne a adopté mardi un 17e paquet de sanctions contre la Russie, a annoncé la cheffe de la diplomatie européenne Kaja Kallas. Il cible notamment de nouveaux navires pétroliers «fantômes» utilisés pour contourner les sanctions déjà existantes contre les exportations de pétrole russe. «L'UE a approuvé son 17e paquet de sanctions contre la Russie, qui vise près de 200 navires de sa flotte fantôme», a-t-elle écrit sur X, en marge d'une réunion des ministres de la Défense de l'UE à Bruxelles. «D'autres sanctions à l'encontre de la Russie sont en préparation. Plus la Russie mènera la guerre, plus notre réponse sera sévère», a-t-elle ajouté. Ce nouvel ensemble, en discussions depuis plusieurs semaines, cible 189 nouveaux navires fantômes utilisés par la Russie et une trentaine d'entités accusées d'avoir aidé Moscou à contourner les sanctions déjà mises en œuvre.

342 navires dans le collimateur

Au total, ce sont 342 navires qui sont désormais dans le collimateur de l'Union européenne, selon un communiqué des Vingt-Sept. Cette flotte «fantôme», constituée de navires souvent vétustes et non immatriculés, opère



• Kaja Kallas, cheffe de la diplomatie européenne: «Plus la Russie mènera la guerre, plus notre réponse sera sévère». AFP

essentiellement en mer Baltique. Ils opèrent généralement en toute clandestinité, avec des équipages manquant d'expérience. Leur nombre a explosé depuis l'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022, après que l'UE et les sanctions occidentales ont ciblé les exportations de pétrole et de produits pétroliers russes afin de tarir les revenus de la Russie. Le ministre estonien de la Défense Hanno Pevkur a estimé mardi à 500 le nombre de ces navires «fantômes», soulignant devant la presse que l'UE pouvait encore élargir ces sanctions. Un 18e «paquet» est déjà en négociations entre les 27, qui devrait cibler de nouveaux pétroliers «fantômes», selon des diplomates.

D'autres sanctions «massives» au cas

où

Ces nouvelles sanctions sont indépendantes de celles «massives» envisagées dans le cas où Moscou refuserait toujours un cessez-le-feu de 30 jours déjà accepté par Kiev et réclamé par ses alliés occidentaux. L'UE a également adopté mardi, pour la première fois, des sanctions contre la Russie en réponse à ses attaques hybrides. Quelque 21 individus et six entités ont été ciblés par ces sanctions, qui prévoient un gel des avoirs dans l'UE et une interdiction d'entrer dans l'Union. La Russie est accusée de mener régulièrement en Europe des sabotages ou attaques dites hybrides, comme des incendies volontaires, des attaques contre les transports ou des tentatives d'attentat contre certaines personnalités.

(AFP)

«Presque zéro»

Le Canada suspend certains droits de douane contre les États-Unis

Au Canada, l'opposition accuse le gouvernement de Mark Carney d'avoir «ramené les droits de douane de rétorsion à presque zéro».

Le Canada a temporairement suspendu certains droits de douane instaurés en réponse à ceux mis en place par les États-Unis, mais le gouvernement a contesté l'idée dimanche que ces taxes auraient été discrètement annulées. Le premier ministre Mark Carney, élu le 28 avril sur la promesse qu'il allait tenir tête au voisin américain, avait institué des droits de douane sur des milliards de dollars de produits d'importation en provenance des États-Unis, en réponse à ceux mis en place par Donald Trump. Pendant la campagne électorale, les constructeurs automobiles se sont vu offrir un sursis à condition qu'ils maintiennent leur production et leurs investissements au Canada.



• Le premier ministre canadien Mark Carney à Ottawa, le 13 mai 2025.

«Sans le dire à personne»

Cette mesure a été annoncée le 7 mai dans la Gazette du Canada, le journal officiel du gouvernement. En même temps, une pause dans les droits de douane a été mise en place sur les produits uti-

lisés dans la transformation et l'emballage des aliments et des boissons, la santé, l'industrie manufacturière, la sécurité nationale et la sécurité publique. Au final, les exemptions couvrent tellement de catégories de produits que les analystes de la firme spécialisée Oxford Economics ont estimé dans un rapport publié cette semaine que les droits de douane appliqués aux États-Unis étaient dans les faits ramenés à «presque zéro». Le chef de l'opposition, le conservateur Pierre Poilievre, n'a pas manqué de se saisir de ce rapport pour accuser Mark Carney d'avoir «discrètement ramené les droits de douane de rétorsion à +presque zéro+ sans le dire à personne».

Avec lematin.ch

Financement de la santé**Le monde est face à une situation « d'urgence », selon l'OMS**

Les « réductions soudaines et importantes » de l'aide bilatérale provoquent de graves perturbations dans certains pays et mettent en péril la santé de millions de personnes dans le monde, a alerté mercredi le chef de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), relevant que « nous sommes dans une situation d'urgence en matière de financement de la santé ».

Dans au moins 70 pays, des patients n'ont pas accès à des traitements, des établissements de santé ont fermé leurs portes, des travailleurs de la santé ont perdu leur emploi. « Les réductions soudaines et importantes de l'aide bilatérale ont encore aggravé la situation », a déploré, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS. Lors d'une table-ronde en marge de la 78e Assemblée mondiale de la santé, le Dr Tedros a rappelé que ces derniers développements interviennent dans un contexte d'inquiétudes. En effet, le rapport sur les Statistiques sanitaires mondiales 2025, publié la semaine dernière, montre qu'entre 2019 et 2021, l'espérance de vie dans le monde a diminué de 1,8 an. Il s'agit de « la plus forte baisse de l'histoire récente », annulant une décennie de progrès



● © WHO. Un enfant au Soudan du Sud est examiné pour détecter les signes de malnutrition.

en matière de santé ».

Sortir de la dépendance à l'égard de l'aide

En outre, les progrès en matière de réduction des décès maternels et infantiles sont en grande partie au point mort. L'accès au planning familial est contesté. Dans de nombreux endroits, l'accouchement en toute sécurité est un privilège et

non une garantie. Enfin, la santé sexuelle et génésique des femmes est mise à mal. Selon l'OMS, 36 millions de naissances par an ne sont pas enregistrées et que moins de 40 % des décès dans le monde le sont. En Afrique, seuls 44 % des naissances et 10 % des décès sont enregistrés. « Si les décès ne sont pas enregistrés, nous n'en connaissons pas la cause et les investissements pour y mettre fin peuvent être mal placés. Dans tous les pays

du monde, y compris dans les pays à revenu élevé, les paiements directs restent le principal moyen d'accès aux soins pour de nombreuses personnes », a détaillé le Dr Tedros. Bien que de nombreux pays soient confrontés à de graves difficultés, ils considèrent également cette crise du financement comme « une occasion de sortir de l'ère de la dépendance à l'égard de l'aide et de passer à une autosuffisance durable

». « C'est ce que m'ont dit de nombreux ministres, en particulier au cours des deux derniers mois », a-t-il ajouté.

Pour une hausse du budget

L'OMS aide les pays à opérer cette transition en utilisant un large éventail d'outils, notamment les taxes sanitaires, les achats groupés et l'assurance maladie publique. L'agence onusienne exhorte donc ses Etats membres à donner la priorité à la santé dans les budgets nationaux, à renforcer les systèmes de données et à développer des solutions de financement intelligentes. Plus largement, le chef de l'OMS plaide pour une hausse du financement national dans le secteur de la santé, en particulier pour les soins de santé primaires. Il préconise également une réforme pour réduire les coûts à la charge des patients. « Des progrès sont possibles, à condition d'associer l'ambition à la volonté politique, à

la collaboration et à la responsabilité. La santé n'est pas un coût à maîtriser », a fait valoir le Dr Tedros, relevant qu'il s'agit « d'un investissement dans les personnes, dans la stabilité et dans la croissance économique ».

Avec news.un.org



● © WHO/Pierre Albouy. Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, à l'ouverture de la 78e Assemblée mondiale de la santé, à Genève.

HOROSCOPE finance

Bélier La planète de la "baraka", Jupiter, pourra vous valoir un bon coup de chance sur le plan financier. Tenez-vous prêt pour sauter sur l'occasion. Vous aurez aussi sans doute la possibilité de faire de bonnes affaires.

Taureau Après les dissonances astrales qui ont dernièrement déséquilibré vos finances, le Ciel se dégagera et vous permettra d'y voir plus clair. Vous devriez en profiter pour vous remettre à flot. Vous ne ferez pas encore d'économies, mais vous sortirez du rouge, ce qui est déjà bien. Tout en tirant les leçons d'une gestion passée qui vous a conduit près de la catastrophe, vous aurez à coeur de solder vos dettes, mais il est inutile de tomber dans l'excès inverse en vous privant de tout.

Gémeaux Mercure vous soutiendra sur le plan financier, et vous saurez exploiter au mieux les occasions intéressantes. Vous verrez grand, et vous aurez absolument raison : il est bien connu que la fortune sourit très souvent aux audacieux !

Cancer La planète Saturne en bel aspect vous offrira de superbes occasions d'empocher des revenus supplémentaires, surtout si vous vous intéressez à l'art. Si vous êtes vous-même artiste, peintre ou sculpteur, vous rencontrerez des amateurs qui vous feront des propositions intéressantes pour vos oeuvres. Mais encore faudrait-il que vous osiez les montrer !

Lion Le climat sera instable et nullement favorable à des investissements importants. Ne vous fiez pas à l'embellie qui semble se manifester : elle sera trompeuse et en tout cas trop fugitive pour être mise à profit.

Vierge Grâce à la gentillesse de Jupiter, vous pourriez bénéficier aujourd'hui d'un petit succès financier. Mais si l'on vous fait une proposition trop alléchante, documentez-vous avant de donner votre accord.

Balance Vous risquez de connaître quelques difficultés financières, et vos rentrées diminueront comme par enchantement. Vous serez donc contraint de tenir serrés les cordons de votre bourse, et plus que vous ne le voudriez. Mais vous pourriez même prendre goût à un mode de vie plus austère.

Scorpion Avec cet aspect de Jupiter, on peut dire que vous serez plutôt verni sur le plan financier. Grâce à l'intervention de certaines personnes qui croient en vous, votre situation évoluera. Vous pourrez compter sur une rentrée d'argent conséquente pour faire croître vos gains plus rapidement que prévu. Si vous continuez sur cette lancée, vous serez bientôt en mesure de réaliser un projet d'envergure.

Capricorne L'originalité sera votre atout maître aujourd'hui. Et les astres décupleront votre efficacité et vous donneront un meilleur sens des réalités. Si vous devez régler un problème financier, il est préférable de le faire aujourd'hui même.

Sagittaire Dans le domaine financier, si vous ne vous lancez pas dans des entreprises trop audacieuses, voire hasardeuses, vous réussirez à consolider votre situation. Agissez, non pas en fonction de vos ambitions parfois démesurées, mais en fonction de vos moyens.

Verseau Jupiter vous dira de penser à faire jouer votre assurance responsabilité civile plus souvent que jusqu'ici. Elle vous permet, par exemple, de rembourser vos voisins, un commerçant ou un passant quand vos enfants ou votre chien ont causé des dégâts.

Poisson Ce sera le moment de vous occuper sérieusement de votre situation financière. Une gestion saine et efficace vous permettra de faire fructifier vos ressources. Vous pourriez bénéficier d'un coup de veine. Chance aux jeux accrue ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télèssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

UNION ÉCONOMIQUE ET
MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE



VISION
PROSPECTIVE
UEMOA
2040

Huit pays, un destin commun

Kloto

Les élèves du lycée d'Agou sensibilisés sur les problématiques de la jeunesse

L'Association de la jeunesse africaine pour la paix, l'amour et le développement (AJPD) a sensibilisé les élèves du lycée d'Agou, le vendredi 16 mai à Gadzépé, sur plusieurs problématiques majeures, notamment les méfaits de la drogue, les grossesses précoces en milieu scolaire, la délinquance juvénile et les changements climatiques.

La rencontre a été animée par le président de l'association, Konu Jules, et son secrétaire général, Didier Sopo Kanfitine. Ils ont partagé avec les apprenants des informations concrètes et des outils pratiques pour leur permettre d'affronter ces défis. Sur les dangers liés à la consommation de drogue et à la délinquance juvénile, M. Konu a mis en garde contre les effets néfastes de la drogue et de l'alcool sur la santé physique et mentale. Il a également évoqué les facteurs qui peuvent conduire à la délinquance, tels que l'absence de repères et la pression des pairs. Il a exhorté les élèves à faire des choix réfléchis et à être conscients des conséquences de leurs actes. M. Kanfitine a abordé la problématique des grossesses précoces en milieu scolaire.

Il a présenté quelques statistiques alarmantes : 2 298 cas enregistrés entre 2019 et 2020, 2 407 en 2020-2021, 2 474 en 2021-2022, 2 499 en 2022-2023 et 1 883 cas en 2023-2024. Il a attiré l'attention des élèves sur les conséquences de ces situations, notamment l'abandon scolaire des jeunes filles contraintes de devenir mères, souvent sans soutien. L'orateur a souligné l'importance d'une éducation sexuelle adaptée et de l'accès à des ressources fiables pour prévenir ces cas. Abordant la question des changements climatiques,

M. Kanfitine a souligné qu'il s'agit d'un défi crucial pour les générations à venir. Il a encouragé les élèves à adopter des comportements écoresponsables, à s'impliquer dans la protection de l'environnement et à soutenir les initiatives de reboisement. Le proviseur, Zakou Kodjovi Agbéyéyé a salué cette initiative et a rappelé l'importance pour les jeunes d'adopter des attitudes responsables face aux fléaux évoqués. Il a insisté sur le fait que la lutte contre ces problèmes exige un engagement collectif.

Avec ATOP/AYH/MG



Blitta / décentralisation

Des acteurs régionaux en formation sur les finances locales

Des acteurs de la décentralisation des régions Centrale et des Plateaux prennent part, du 19 au 22 mai à Blitta-Gare, à un atelier de formation sur les finances locales.

Placée sous le thème « Finances locales : élaboration et exécution des documents budgétaires », cette formation est initiée par l'Agence nationale de formation des collectivités territoriales (ANFCT). Elle a reçu l'appui financier de la Banque mondiale (BM), à travers le Programme de modernisation de l'administration publique pour la délivrance des services (PMADS). L'objectif est de faire connaître aux acteurs régionaux, les textes législatifs et réglementaires qui encadrent les finances publiques locales au Togo. L'intérêt est aussi de les outiller sur les documents de reddition de comptes, la détermination des résultats et leur intégration dans le budget supplémentaire. Cet atelier permettra également de mettre en exergue les acteurs de l'exécution du budget régional, leurs rôles, missions et tâches dans le processus d'exécution du budget. Plusieurs modules



seront développés, notamment, le cadre juridique des finances publiques locales ; les documents budgétaires, les principes budgétaires ; l'élaboration et l'exécution des documents budgétaires et la reddition des comptes. Le préfet de Tchoudjo, Tchimbiana Yendoukoa Doui, représentant le gouverneur de la région Centrale, a souligné l'intérêt de cette formation pour les acteurs de la décentralisation avant d'exprimer sa reconnaissance à la BM pour son appui financier. Le directeur général de l'ANFCT, Dodzi Komi Denyo a indiqué que cette formation s'avère nécessaire car elle permettra de renforcer les

savoir-faire et savoir-être des acteurs régionaux afin de leur permettre de jouer pleinement leurs rôles et missions. Il a salué les efforts des ministères en charge de l'Administration territoriale et de la Réforme du service public ainsi que le soutien de la BM, partenaire du PMADS, qui ont permis à son organe de planifier et d'organiser cette formation en tenant compte des réalités et des besoins du terrain. Le préfet de Blitta, Batossa Boukari, a également exhorté les participants à s'approprier les acquis dans l'intérêt des populations.

Avec ATOP/SF/MEK/MG

Premier League

Manchester United a fixé son budget mercato

Malgré la très mauvaise saison des Red Devils, Sir Jim Ratcliffe est prêt à donner un budget mercato confortable à Ruben Amorim.

Manchester United ne sauvera pas sa piètre saison 2024/2025 s'il remporte la Ligue Europa ce soir face à Tottenham, mais les Red Devils ne boudent pas ce moment de plaisir si les dieux du football se montrent favorables à Bilbao. De son côté, Ruben Amorim tentera lui aussi de retrouver le sourire après avoir multiplié les déclarations pessimistes et inquiétantes depuis qu'il est à Old Trafford. Et après ? Selon The Times, le bilan très médiocre du Portugais en Premier League (16e du classement) ne changera rien. Sir Jim Ratcliffe apprécie énormément Amorim et ne compte absolument pas



le limoger, même s'il perd la finale de ce soir. Les deux hommes s'appellent toutes les semaines et Amorim débrief souvent ses matches avec le patron de MU dans un groupe WhatsApp dans lequel figurent d'autres dirigeants. Sauf incroyable revirement de situation, l'ancien coach du Sporting CP sera donc toujours en poste la sai-

son prochaine.

MU aura de quoi faire pour son mercato

À quels changements faut-il s'attendre ? Après avoir déboursé environ 697 M€ depuis la saison 2022/2023 sur le marché des transferts, MU va-t-il envoyer la sauce cet été ? Récemment interrogé à ce sujet, Amorim avait clairement indiqué que sa priorité n'était pas le mercato. « Il y a des choses que nous ne pouvons pas changer en été, le sentiment dans le club et la façon dont nous voyons les choses. Le sentiment que nous ne pouvons pas perdre un match. Nous devons chan-

ger cela et ne pas penser aux transferts. C'est plus important que de changer les gens. » Cela n'empêche pas son club de s'activer pour autant en coulisses puisque la presse anglaise annonçait hier que les Red Devils

étaient bien partis pour recruter le duo d'attaquants Liam Delap (Ipswich)-Matheus Cunha (Wolverhampton). Deux recrues estimées tout de même à 110 €. De son côté, The Times assure qu'Amorim aura plus de 118 M€ à

dépenser cet été. Un budget mercato que MU espère augmenter d'au moins 100 M€ avec les ventes de Marcus Rashford, Antony et Jadon Sancho.

Avec footmercato.net

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

DEVELOPPEMENT ET INEGALITES

	Pays	Afrique subsaharienne
PIB/habitant (FMI, 2023)	1 001 USD	1 680 USD
Classement IDH (PNUD, 2022)	163/193	-
Coefficient de GINI (BM, 2021)*	37,9	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2021)	26,6%	36,7% (2019)
Taux d'alphabétisation des adultes (BM, 2019)	67%	68%
Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022)	5,6 ans	6 ans (2022)
Part de l'emploi vulnérable (BM, 2022)	71%	75%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020)	39%	51%
APD nette par habitant (BM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'inclusion financière (BM, 2021)**	49,6%	55,1%

* Le coefficient de Gini est un indicateur permettant de rendre compte du niveau d'inégalité de revenus au sein de la population. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 100 (inégalité extrême).
** Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus détentrice d'un compte dans une institution financière ou auprès d'un fournisseur de services d'argent mobile.

SANTE ET SECURITE ALIMENTAIRE

	Pays	Afrique
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,08	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231	223
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)

INFRASTRUCTURES

Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022)	57,2%	51,4%
Taux d'accès à l'eau potable (BM, 2022)	71%	65%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022)	19%	35%
Classement Africa infrastructure development index (BAFD, AIDI 2022)	43/54	-
dont Transport index	28/54	-
Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022)	74%	89%
Part de la population utilisatrice d'Internet (BM, 2022)	38%	37% (2023)
Indice de performance logistique (BM, 2023)*	2,5	2,5

* L'indice de la Banque mondiale évalue le réseau de services qui soutient le mouvement physique des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Il varie entre 1 (performance faible) et 5 (performance élevée).

Classements d'indicateurs de gouvernance

Transparence internationale 2023	126/180
Mo Ibrahim 2023	22/54
Reporters sans frontières 2024	113/180



Le Togo est le 1^{er} exportateur de soja bio vers l'Union Européenne (UE), avec un volume estimé à 98 747 tonnes en 2023, selon le rapport EU Imports of organic agri-food products, Key developments in 2023 (Commission de l'UE).

● Source : tresor.economie.gouv.fr

Compte Epargne Enfant

Parce que demain se prépare aujourd'hui.

